

Dorothee Gallois-Cochet

Agrégée des facultés de droit, Professeur à l'Université Paris-Dauphine

Chambéry, vendredi 1^{er} décembre 2017, 14h – 18h

Actualité du droit des sociétés 2017

1^e Partie – Jurisprudence

I. Règles communes

A. Structure sociale

Constitution : préjudice résultant de la surévaluation des apports

Durée de la société : prorogation ou dissolution

Augmentation de capital : Nullité d'un coup d'accordéon

Transmission universelle de patrimoine (fusion, scission, apport partiel d'actif) : sort des garanties

B. Associés (décisions sociales – transmission des parts et actions)

Représentation à l'assemblée générale d'un associé personne morale

Prescription de l'action en remboursement d'un compte courant

Cession de droits sociaux et compte courant d'associé

Cession de droits sociaux et engagement de la banque de substituer le cessionnaire au cédant
caution

Dol dans la cession de droits sociaux

Garantie de passif : bénéficiaire de la garantie et sanction de l'obligation d'information

Exclusion d'un associé et respect du principe contradictoire

Fraude à un pacte de préférence

Article 1843-4 C. civ. : application dans le temps

C. Dirigeants

Démission du dirigeant

Révocation du dirigeant : obligation de loyauté de la société, circonstances de la révocation

Désignation d'un mandataire ad hoc et pouvoirs du représentant légal

Responsabilité civile du dirigeant de fait

Obligation de loyauté du dirigeant

II. Règles spéciales

A. SARL

Rémunération du gérant

Cautionnement consenti par une SARL

B. Sociétés anonymes

Procédure d'agrément des cessions d'actions

Révocation des administrateurs et pactes d'actionnaires

C. SAS

Causes de nullité des décisions d'assemblées

Convocation des assemblées

Définition statutaire des organes de direction

Mention au RCS du représentant permanent

D. Sociétés civiles et SCP

Sociétés civiles : Distribution des dividendes

Sociétés civiles : Vente par le gérant d'un actif social

SCP : dénomination sociale

SCP : activité professionnelle de l'associé

SCP : vocation aux bénéfices des héritiers

E. Autres sociétés

Société en participation : ratification d'un acte accompli par le gérant

Coopératives : exclusion d'un associé et rupture des relations commerciales

GFA : retrait d'un associé d'un GFA

SELARL : exclusion légale de l'associé

2^e partie – Dispositions légales

I. Suites de la loi Sapin 2

Ordonnance n° 2017-747 du 4 mai 2017 portant diverses mesures facilitant la prise de décision et la participation des actionnaires au sein des sociétés

Ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017 portant diverses mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés

Décret n° 2017-630 du 25 avril 2017 relatif à la simplification du droit des sociétés

II. Suites de la loi Macron

Décrets du 5 juillet 2017 concernant les sociétés pluri professionnelles d'exercice (SPE)

III. Projet de loi de ratification de l'ordonnance du 10 février 2016 réformant le droit des obligations (aspects intéressant le droit des sociétés)